

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Février 2009

DANS CE NUMÉRO

- Rapport final d'évaluation du Projet de coordination de cas de l'est du centre-ville de Vancouver
- Le rapport de mise en œuvre préliminaire du projet pilote AVID C.-B. : surmonter les obstacles aux ÉPS
- Le PIEC : une alternative viable pour le compte des communautés vulnérables et les travailleurs sans emploi
- Les données du Projet d'innovation en emploi communautaire sont mises à la disposition des chercheurs intéressés
- Le Projet pilote de garde d'enfants est prolongé
- La SRSA évaluera des projets de la BC Healthy Living Alliance
- Scott Murray entre au service de la SRSA à titre de collaborateur émérite principal
- La SRSA accueille de nouveaux employés

Rapport final d'évaluation du Projet de coordination de cas de l'est du centre-ville de Vancouver

La SRSA a publié son dernier rapport d'évaluation du Projet de coordination de cas (PCC) de l'est du centre-ville de Vancouver (Downtown Eastside Case Coordination Project), quartier touché par des taux élevés de pauvreté, de toxicomanie, de logements insalubres et de chômage.

Le projet visait à déterminer si un modèle exhaustif de soutien individuel offert aux chômeurs habitant depuis longtemps l'est du centre-ville pouvait les aider à reprendre le travail et à retrouver l'autonomie. Les éléments et les méthodes de prestation du projet devaient être flexibles afin de répondre aux besoins changeants des participants.

Le rapport final présente les résultats du PCC ainsi que les détails sur l'emploi des participants, sur leur situation à la suite de la réception d'aide sociale et sur leurs expériences dans le cadre du projet. Il tire aussi des conclusions relativement à la mise en œuvre et à l'administration du projet, et aux incidences politiques de projets semblables.

Pour certains participants, l'emploi — particulièrement l'emploi sur le marché primaire et traditionnel — était impossible. Selon l'évaluation, les participants qui n'étaient pas en mesure d'occuper un emploi sur le marché primaire ou de prendre part à d'autres projets avaient besoin

d'un soutien individuel intensif. C'est ce que proposait le PCC aux participants, sous forme de connaissances élémentaires et pratiques, d'aide financière et de mesures d'aide personnelle, afin que nombre d'entre eux puissent améliorer leur sort.

Selon les données d'évaluation, de nombreux participants au PCC, des hommes en majorité, vivaient dans des conditions très difficiles. Près des deux tiers des participants avaient entre 40 et 64 ans, et environ un tiers d'entre eux résidaient dans l'est du centre-ville depuis plus de dix ans. Plusieurs habitaient dans des hôtels offrant des chambres individuelles. Près de la moitié des participants étaient toxicomanes et environ 80 % avaient consommé des drogues par le passé. Compte tenu des antécédents et des circonstances de nombre d'entre eux, il n'est pas étonnant qu'ils aient fait face à de multiples obstacles complexes, élevés par ceux qui les ont dirigés vers le projet, ainsi que par les coordonnateurs de cas du PCC. En raison de ces obstacles, les participants ont eu de la difficulté à se trouver un emploi sans soutien considérable.

Le Projet de coordination de cas de l'est du centre-ville de Vancouver est le fruit de la collaboration entre le Ministry of Employment and Income Assistance (devenu depuis le Ministry of Housing and Social Development), l'Accord de Vancouver et Building Opportunities with Business. Les services de la SRSA ont été retenus pour effectuer une évaluation indépendante du projet mis en œuvre de février 2005 à février 2008.

[Lire le rapport intégral \(en anglais\).](#)

Le rapport de mise en œuvre préliminaire du projet pilote AVID C.-B. : surmonter les obstacles aux ÉPS

Un rapport publié récemment décrit l'essai rigoureux sur le terrain effectué par la SRSA du programme AVID (Advancement Via Individual Determination – Progrès grâce à la détermination personnelle) qui vise à accroître l'inscription aux études postsecondaires (ÉPS) des élèves de 8e année dont la moyenne des notes se situe entre B et C. AVID offre quatre années de stratégies pour « apprendre à apprendre », de séances de tutorat et d'activités stimulantes. Le projet pilote AVID de la Colombie-Britannique a été mis sur pied par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire dans le but de mettre à l'épreuve dans 18 écoles canadiennes le programme AVID, qui existe déjà dans plus de 3 500 écoles secondaires américaines.

La SRSA a documenté dans le cadre du projet pilote de la Fondation, Un avenir à découvrir, comment des obstacles de nature financière et informative peuvent empêcher les élèves d'accéder au postsecondaire. Le projet AVID s'attaque aux obstacles scolaires qui pourraient aussi empêcher les élèves de s'épanouir pleinement, par exemple des notes moyennes, l'achèvement de cours inappropriés, le manque d'engagement dans l'apprentissage, le manque de concentration et un faible appui à l'excellence scolaire. Le programme AVID inclut la familiarisation des élèves aux études supérieures (apprendre comment rédiger des dissertations, prendre des notes et se préparer aux examens). Il propose des séances régulières de tutorat données par des élèves du secondaire du deuxième cycle et du postsecondaire, et les incite à visiter des campus et à entendre des conférenciers. L'objectif consiste à accroître la compétence et la préparation scolaires des élèves afin qu'ils puissent avoir accès au programme d'études postsecondaires de leur choix.

Dans l'ensemble, près de 9 élèves sur 10 du groupe programme AVID ont suivi au moins 81 heures de cours facultatifs pendant la première année, mais ces activités n'ont pas été réparties comme prévu. Les élèves ont passé moins de temps dans des classes dirigées et davantage de temps dans des classes obligatoires que prévu par le modèle AVID. Plusieurs sites ont éprouvé de la difficulté à recruter et à conserver des tuteurs appropriés. Les éléments motivateurs du programme AVID se sont avérés plus fructueux, y compris les activités de promotion du travail d'équipe, les présentations spéciales et les sorties éducatives.

Le rapport s'articule sur des données recueillies par la SRSA dès la création du projet pilote jusqu'à la fin de la première année entière de prestation du programme en 9e année. Le groupe programme comptait 901 participants, 166 personnes figuraient sur une liste d'attente et 455 élèves ont été assignés au hasard au groupe témoin. Étant donné que le projet AVID devrait uniquement être offert à un groupe particulier d'élèves aux résultats scolaires moyens, il était important que le recrutement et la sélection des participants au projet respectent les procédures requises.

Les enseignants de 9e année ont reçu des promoteurs du projet AVID une formation, à leur avis très utile, des guides de ressources et un programme d'enseignement. Toutefois, la prestation du programme simultanément dans 18 écoles s'est révélée complexe à plusieurs égards (problèmes d'établissement des horaires des activités et d'organisation des séances de tutorat).

Malgré ces enjeux, les enseignants de la Colombie-Britannique ont élaboré un cadre d'évaluation des effets d'AVID sur l'inscription aux études postsecondaires. La SRSA continuera de recueillir des données sur la prestation du programme jusqu'en juin 2010 et attend avec impatience d'analyser les impacts du programme sur la réussite des études secondaires et sur l'inscription aux études postsecondaires des participants.

[Lire le sommaire.](#)

[Lire le rapport intégral.](#)

Le PIEC : une alternative viable pour le compte des communautés vulnérables et les travailleurs sans emploi

La SRSA a publié les résultats finals du Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC) dans son dernier rapport, *Encourager le travail et soutenir les collectivités*. Le projet visait à mettre à l'essai une stratégie de réemploi active à l'intention de chômeurs qui acceptaient de travailler volontairement à des projets communautaires mis sur pied localement dans des régions aux prises avec un chômage chronique. Le PIEC offrait aux prestataires de l'assurance-emploi et de l'aide sociale, en contrepartie de leur droit au soutien du revenu, l'occasion d'avoir un emploi stable pendant trois ans en travaillant sur des projets élaborés par des organismes locaux dans les collectivités choisies.

Les principaux objectifs de l'expérience visaient à déterminer si cette forme de soutien permettrait aux chômeurs de préserver et, peut-être, accroître leurs compétences et d'élargir leur réseau social, augmentant ainsi leur lien avec le marché du travail de façon durable. Parallèlement, le PIEC visait à déterminer si le secteur de l'économie sociale pourrait être utilisé pour élaborer des opportunités de travail significatives à la fois pour les participants et les collectivités. De fait, les collectivités avaient la responsabilité de créer des conseils et de mobiliser les organismes parraineurs capables d'élaborer des projets susceptibles d'engager des travailleurs du PIEC pour combler les besoins locaux. Grâce aux processus et aux résultats de leurs efforts, les collectivités espéraient renforcer les capacités et la cohésion locales tout en améliorant la situation sociale et les conditions du marché.

Les résultats ont démontré que le modèle du PIEC a réussi à encourager la cohésion locale, le développement du capital social et les activités reliées à l'inclusion sociale dans les collectivités participantes. Les groupes desservis par les projets ont profité de retombées communautaires positives et significatives, en particulier les jeunes, les personnes âgées et les familles à faible revenu. Autre résultat intéressant, les participants aux projets communautaires avaient tendance à effectuer davantage de bénévolat encadré pendant et après le projet. C'était important pour les individus et pour les collectivités, car les organismes locaux tiraient alors partie de ressources indispensables, et pour les bénévoles, il s'agissait d'un autre lien à l'emploi et à la collectivité, ce qui favorisait une inclusion sociale accrue.

Tout au long du projet, les participants ont constaté une amélioration marquée de l'emploi, des revenus, du bien-être et du revenu du ménage, ainsi qu'une réduction de la pauvreté. Bien que les effets sur les taux d'emploi n'aient pas persisté une fois le projet terminé, l'expérience dont ont bénéficié les participants grâce au PIEC a entraîné une amélioration de leurs réseaux professionnel et social, de leurs compétences et de leurs attitudes à l'égard du travail. Un des résultats positifs notables a permis de conclure que la réception de prestations d'aide sociale parmi les participants qui étaient auparavant des assistés sociaux avait diminué de façon soutenue longtemps après la fin du projet.

Somme toute, une fois pris en compte les bénéfices pour les sans-emploi et les collectivités, le modèle du PIEC peut représenter une alternative viable aux programmes de transfert conventionnels dans des régions où les emplois sont peu abondants. De fait, les résultats ont indiqué qu'un programme d'emploi inspiré du PIEC pourrait s'avérer rentable, engendrant près de

1,40 \$ en avantages nets pour les individus et pour les collectivités pour chaque dollar dépensé par le gouvernement.

À ce jour, la SRSA a présenté les résultats du PIEC d'un bout à l'autre du pays, notamment en 2008 au Congrès de l'Association canadienne d'économie en Colombie-Britannique, au Quatrième symposium annuel de la collaboration en recherche sur les politiques liées à la population, au travail et à la famille au Québec et à la conférence annuelle de la Atlantic Canada Economics Association. La SRSA fera d'autres présentations sur le sujet en 2009 à la Conférence socioéconomique de Statistique Canada (Québec) et à la première conférence du Forum social canadien (Alberta) en mai ainsi qu'au congrès annuel du Réseau canadien de développement économique communautaire (Manitoba) en juin.

Le PIEC s'est déroulé dans six collectivités de la municipalité régionale du Cap-Breton en Nouvelle-Écosse. La SRSA a dirigé le projet de 1999 à 2005; plus de 1 500 participants et 250 organismes à but non lucratif, y compris leur personnel, y ont pris part. Ressources humaines et Développement social Canada et le ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse ont financé le projet.

[Lire le sommaire.](#)

[Lire le rapport intégral.](#)

Les données du Projet d'innovation en emploi communautaire sont mises à la disposition des chercheurs intéressés

La SRSA invite les intéressés à présenter des propositions de rapports de recherche ou des déclarations d'intérêt en ce qui a trait à l'utilisation des ensembles de données du Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC). Reconnue à l'échelle internationale, cette expérience randomisée visait à étudier le bien-fondé des emplois communautaires en tant que solution de rechange aux versements compensateurs de revenu traditionnels, dans le but de préserver l'employabilité des participants, tout en appuyant le développement communautaire local (voir l'article intitulé « Le PIEC : une alternative viable pour le compte des communautés vulnérables et les travailleurs sans emploi »).

Le PIEC s'est déroulé dans la Municipalité régionale du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, de 1999 à 2008. Il a fait appel à plus de 1 500 participants et à 250 organismes sans but lucratif. Le rapport final sur le projet, publié en novembre 2008, faisait état de résultats prometteurs tant pour les participants que pour les collectivités, relativement à plusieurs aspects de nature économique et sociale.

D'une durée de neuf ans, le projet a permis de produire plusieurs ensembles importants de données longitudinales, y compris quatre années et demie de données d'enquêtes auprès des prestataires d'assurance-emploi (a.-e.) et d'aide sociale, visant à mesurer leur emploi, leurs revenus, leurs réseaux sociaux, leurs compétences polyvalentes, leur santé et leur bien-être. Ces données ont été complétées par six années de données administratives sur la réception de l'a.-e. et de l'aide sociale. Parallèlement, le projet a produit un vaste ensemble de données longitudinales relativement à une enquête en trois phases menée auprès d'un échantillon aléatoire de résidents des six collectivités participantes et des sept collectivités de comparaison au Cap-Breton. Cet ensemble de données touche un éventail de mesures économiques et sociales reliées à la santé des collectivités, y compris l'emploi, les revenus, l'éducation, les indicateurs d'inclusion, de participation locale et d'usage du temps, la cohésion et la confiance, la disponibilité des soutiens sociaux, la santé et le bien-être.

La SRSA accueillera les déclarations d'intérêt de chercheurs qui aimeraient profiter de ces ensembles de données. Veuillez noter qu'aucun financement n'est offert aux chercheurs ni aux étudiants de deuxième cycle qui désireraient utiliser les données sur le PIEC à l'heure actuelle. Pour obtenir une description des ensembles de données ou de plus amples renseignements sur le sujet, prière de communiquer avec David Gyarmati, directeur de la recherche, par téléphone au 613-237-5298, ou par courriel à dgyarmati@srdc.org.

Le Projet pilote de garde d'enfants est prolongé

Le Projet pilote de garde d'enfants (PPGE) de la SRSA met à l'essai un programme préscolaire de service de garde ayant pour objectif de favoriser chez l'enfant la maîtrise de la langue française, son appartenance à la culture francophone, et sa préparation à l'école. Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) qui finance le projet a décidé récemment d'en prolonger la durée de deux ans supplémentaires. Ainsi, les enfants seront suivis pendant quatre ans jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de sept ans, alors qu'ils seront en deuxième année au primaire. Une deuxième cohorte s'est ajoutée au projet afin d'assurer un nombre suffisant de participants pour tirer des conclusions fiables des analyses. En tout, 405 familles participent au projet, 304 d'une première cohorte recrutée en 2007 et 101 d'une deuxième cohorte recrutée en 2008. La mise en œuvre et l'évaluation des effets du programme préscolaire auprès de cette deuxième cohorte procéderont de la même façon afin de permettre la combinaison des deux cohortes lors des analyses d'impacts. La prolongation du projet permettra d'analyser les retombées du programme sur la préparation des enfants issus des communautés minoritaires francophones à une scolarisation en langue française et leur maintien dans ce système scolaire.

Comment évaluer de façon fiable les effets d'un nouveau programme de service de garde sur le développement d'enfants en milieu minoritaire francophone?

Dans le cadre du Projet pilote de garde d'enfants, nous faisons appel à un instrument mis au point par KSI Research International Inc., un organisme de recherche basé à l'Université du Nouveau-Brunswick. Il s'agit de l'Évaluation de la petite enfance – Appréciation directe (ÉPE-AD) qui s'est dotée d'une réputation enviable pour ses propriétés psychométriques. Adopté par le ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, l'instrument mesure cinq aspects du développement de l'enfant : la conscience et l'engagement envers la culture francophone; la langue et la communication; la conscience de soi et de l'environnement; les habiletés cognitives; et le développement physique et moteur. Parmi les avantages de l'instrument, on peut l'utiliser pour tracer la trajectoire de développement de l'enfant. Par ailleurs, il est possible de faire l'évaluation en français ou en anglais et déterminer ainsi la première langue de l'enfant.

Toutefois, l'ÉPE-AD dans le contexte du PPGE présente des défis. Il est généralement admis que les résultats de tests qui mesurent le développement des enfants au préscolaire ne sont pas toujours valides et peuvent ajouter à l'erreur de mesure pour diverses raisons : les jeunes enfants sont timides et refusent de parler; les tests sont réalisés dans un environnement inadéquat; l'évaluatrice capte l'attention de l'enfant avec difficulté; les tests peuvent comporter certaines questions qui empêchent les enfants de révéler leurs véritables connaissances. Par conséquent, les résultats des tests peuvent être biaisés par la non-réponse de l'enfant et influencer les résultats d'une étude donnée.

À l'automne 2007, les enfants participant au projet pilote se situaient à la fourchette inférieure de l'intervalle d'âge pour subir les tests de l'ÉPE-AD (de 2 ans et 8 mois à 6 ans). De plus, ils provenaient souvent de familles bilingues, ce qui rendait parfois difficile de savoir dans quelle langue les enfants se comportaient le mieux. Pour résoudre en partie ce problème, la SRSA a défini une série de lignes directrices permettant de nuancer les résultats et de vérifier la compréhension des enfants de certains concepts. Par exemple, le concept de la « langue parlée » est souvent difficile à comprendre pour les enfants bilingues qui confondent le français et l'anglais. Pour cette raison, on pose les mêmes questions de tests aux enfants et aux parents afin de vérifier la validité des réponses. Le respect de ces lignes directrices sera donc crucial pour les analyses qui suivront au printemps 2009.

La SRSA évaluera des projets de la BC Healthy Living Alliance

La Michael Smith Foundation for Health Research (MSFHR) a confié à la SRSA la seconde phase d'un contrat visant à évaluer des projets de la BC Healthy Living Alliance (BCHLA).

La BCHLA est une coalition provinciale d'organismes qui collaborent afin d'améliorer la santé des habitants de la Colombie-Britannique. Grâce au financement accordé par le gouvernement provincial dans le cadre du programme ActNow BC, la BCHLA a mis en œuvre quinze projets dans l'ensemble de la province, dont les activités portent sur trois thèmes — les saines habitudes alimentaires, l'activité physique et la réduction du tabagisme. La MSFHR a conclu une entente avec la BCHLA dans le but de faciliter une évaluation indépendante des projets de cette dernière, menée par un groupe de neuf experts-conseils de l'extérieur formé par la MSFHR.

Au cours de la phase 2, la SRSA entreprendra trois activités principales.

1. L'évaluation des résultats de cinq projets de la BCHLA :
 - Le projet de sensibilisation aux boissons sucrées en milieu scolaire (*SipSmart!BC*) — *SipSmart!BC* consiste à informer les élèves de 4e, de 5e et de 6e années par l'entremise de leçons des risques pour la santé liés aux boissons sucrées, dans le but de modifier leur comportement de consommation.
 - Le projet de vente de boissons et d'aliments sains dans les installations récréatives — Ce projet a pour but d'offrir des aliments sains dans les lieux de travail et de loisirs, et d'y limiter l'accès à des aliments malsains, en modifiant l'environnement alimentaire.
 - Le projet du buffet à salades de la ferme à l'école — Afin d'accroître la consommation de fruits et de légumes par les enfants d'âge scolaire, ce projet favorise l'accès à des aliments cultivés localement, frais, nutritifs et adaptés à la culture.
 - Le projet des milieux de travail sans tabac — Ce projet aide les employeurs à créer des milieux de travail sans fumée et à offrir des ressources d'abandon du tabac adaptées à leur lieu de travail et à leurs employés.
 - Le projet provincial de marche (WalkBC) — WalkBC permet aux adultes inactifs d'accroître leur activité physique par la marche, seuls ou en groupe, dans leur collectivité, lieu de travail et installations de soins de santé.
2. L'évaluation formative du projet d'immeubles résidentiels à logements multiples sans fumée de la BCHLA, qui a pour but d'aider les propriétaires intéressés à hausser le nombre de logements volontairement sans fumée offerts dans des immeubles à logements multiples.
3. L'étude de cas de la stratégie de renforcement des capacités communautaires qui incite les gens à rendre leur collectivité plus saine et plus vivante.

Les évaluations sont fondées sur les plans élaborés au cours de la phase 1. Les rapports finaux devraient être présentés au printemps 2010.

Consultez le site www.bchealthyliving.ca pour obtenir tous les détails au sujet des projets de la BCHLA. Pour de plus amples renseignements au sujet des évaluations, communiquez avec Susanna Gurr ou Barbara Dobson de la SRSA.

Scott Murray entre au service de la SRSA à titre de collaborateur émérite principal

Depuis plus de deux décennies, Scott Murray se spécialise dans la conception et la réalisation d'enquêtes de grande envergure en vue de répondre aux nouvelles questions en matière de politiques publiques. Ses travaux comprennent des études sur les activités de bénévolat, l'utilisation des services de garde d'enfants, les activités du marché du travail longitudinal, et des analyses comparatives internationales dans le domaine de l'évaluation des compétences des adultes et de la participation à l'éducation et à la formation des adultes. M. Murray est président de DataAngel Policy Research Inc., une entreprise offrant une gamme complète de services de recherche sur les politiques, à un large éventail de clients à l'échelle nationale et internationale. Il est aussi directeur des Études internationales pour l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) et l'Enquête sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EACA). En 2005, M. Murray a été nommé directeur de la section Résultats de l'apprentissage, à l'Institut de statistique (ISU) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), où il était responsable des programmes d'évaluation des compétences des adultes et des étudiants. En 1999, il est entré en fonctions en tant que directeur général, section Statistique sociale et des institutions, à Statistique Canada. Avant cette nomination, il a passé plus de 20 ans à la Division des enquêtes spéciales de Statistique Canada, dont 5 ans à titre de directeur. M. Murray détient un baccalauréat spécialisé en administration des affaires de l'Université de Western Ontario.

Spécialistes ou universitaires de premier rang, les collaborateurs émérites principaux de la SRSA collaborent occasionnellement à des projets de la Société à titre de conseillers spéciaux ou de membres d'une équipe.

La SRSA accueille de nouveaux employés

Ross Baylin, conseiller financier

M. Baylin se joint à la SRDC pour remplir les fonctions de contrôleur à titre provisoire et donner conseil sur les questions financières. Il provient du Projet de recherche sur les politiques au Bureau du conseil privé où il travaillait comme directeur des Finances et des opérations depuis 2001.

Annie Bérubé, associée principale de recherche, Projet pilote de garde d'enfants

Mme Bérubé est titulaire d'un doctorat en psychologie communautaire de l'Université du Québec à Montréal. Elle possède une vaste expérience de recherche dans le domaine du développement de l'enfant et de l'évaluation de programmes, particulièrement de la collaboration entre les parents et l'école (lien famille-école) et des troubles du comportement en milieu scolaire.

Jenn Dixon, agente de recherche, Évaluation des projets de la BC Healthy Living Alliance

Mme Dixon détient une maîtrise en santé publique et de la population de l'Université Simon Fraser. Elle a acquis de l'expérience en matière de politiques, de programmes et de recherches dans le domaine de la santé publique et de la promotion de la santé.

Christopher Mallory, gestionnaire de la production des publications

M. Mallory jouit de plus de 15 années d'expérience en administration du processus de publication au sein du gouvernement fédéral. Il était auparavant affecté au Bureau du vérificateur général du Canada où, à titre de gestionnaire de la production de rapports, il réalisait une variété de publications en plusieurs langues (y compris en anglais, en français et en inuktitut). En plus de collaborer avec les gestionnaires de projet de la SRSA afin de répondre à leurs exigences en matière de publication, il est responsable d'élaborer des produits de communication pour la Société, y compris des sites Web, des cyberbulletins et du matériel publicitaire, ainsi que de coordonner la participation du personnel de la SRSA à des conférences.

Karen Myers, associée principale de recherche

Mme Myers cumule dix années d'expérience de recherche en matière de politique sociale, d'éducation des adultes et du marché du travail. Avant son arrivée à la SRSA, elle agissait comme conseillère principale en matière de politiques pour le ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario. Outre ses compétences dans le domaine des politiques et de la recherche, elle possède plusieurs années d'expérience appliquée à titre d'experte-conseil en éducation des adultes pour les secteurs privé et communautaire. Elle est pourvue d'une maîtrise en administration publique de l'Université Queen's et est actuellement candidate au doctorat à la faculté de sociologie de l'Université de Toronto. Son premier projet pour la SRSA consiste à concevoir un modèle d'essai et d'évaluation d'une nouvelle mesure visant à aider les travailleurs à faible niveau de compétences à investir dans le capital humain et à considérer leur potentiel économique.

Jennifer Robson, associée principale de recherche

Mme Robson se joint à la SRSA avec l'expérience qu'elle a acquise comme chercheuse principale de politiques du Projet de recherche sur les politiques au Bureau du conseil privé et comme directrice de la recherche et de l'élaboration des politiques de Social and Enterprise Development Innovations. Elle détient une maîtrise en sciences politiques de la Carleton University et est actuellement candidate au doctorat en politiques et administration publiques à la même université.

Matthieu Verstraete, associé de recherche, Projet pilote de garde d'enfants

M. Verstraete entre en fonction à la SRSA muni d'une formation en microéconométrie et d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal. Parmi ses travaux antérieurs, il a analysé des questions liées à la garde d'enfants en s'appuyant sur les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes menée par Statistique Canada. À la SRSA, il analysera les données recueillies dans le cadre du Projet pilote de garde d'enfants au cours des prochaines années.